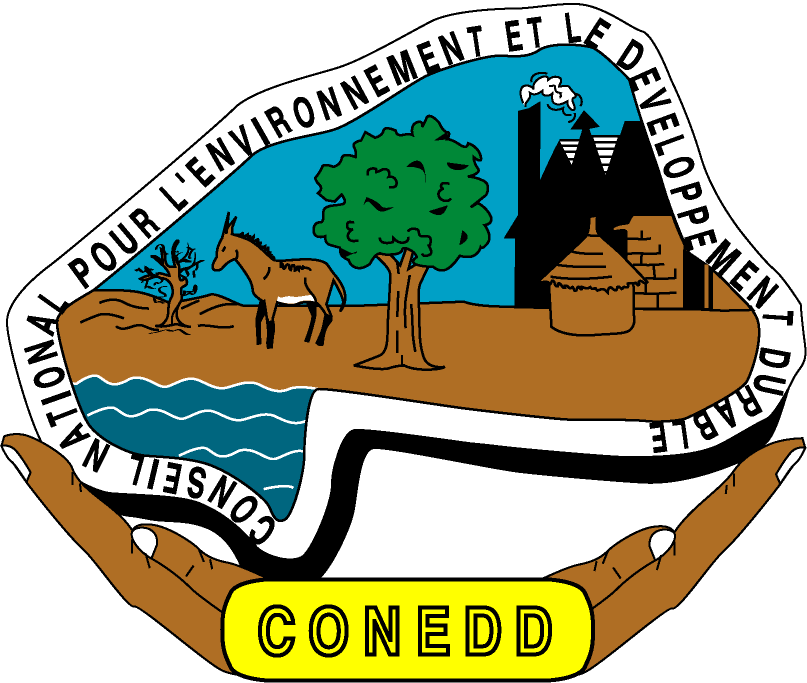
**　　　　　　　　　　　　　　　　　　**

**Termes de référence pour l'évaluation finale**

**Projet PANA-BKF-PNUD-DANIDA**

**Titre du projet**: « Adaptation aux changements climatiques en vue de l’amélioration de la sécurité humaine du Burkina Faso», PANA-BKF-PNUD-DANIDA

**Pays**: Burkina Faso

**Durée :** 20 jours de travail effectif.

**1. INTRODUCTION**

L’évaluation de la vulnérabilité du pays aux changements climatiques, effectuée en 2005-2006, dans le cadre de l’élaboration du Programme d’Actions National d’Adaptation (PANA) à la variabilité et aux changements climatiques, a identifié comme les secteurs les plus vulnérables : l’eau, l’agriculture, l’élevage et la foresterie. Ces secteurs qui sont les fondements de l’économie du Burkina Faso et occupe 85% de la population (RGA, 2008) sont davantage compromis par les modifications climatiques sans précédent.

En rappel, la ratification du protocole de Kyoto par le Gouvernement du Burkina Faso en octobre 2005 a permis de conduire la formulation du PANA. Le PANA Burkina Faso, un document référentiel d’engagement du pays dans le cadre de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) a été adopté par décret n°2007-740/PRES/PM/MEDD/MEFF du 19 novembre 2007. En 2009, deux ans après la validation de son PANA, le PNUD a appuyé le Gouvernement Burkinabé à mobiliser des financements pour la mise en œuvre du PANA

C’est dans ce contexte que Le projet de « Adaptation aux changements climatiques en vue de l’amélioration de la sécurité humaine du Burkina Faso» qui comprend un projet exécuté par l’UICN pour le société civile et un autre projet exécuté par le PNUD pour les structures gouvernementales, a été conçu et mis en œuvre Grace à un financement du Royaume du Danemark. Ce projet consistait principalement à :

1. Informer et sensibiliser les populations et les différents acteurs clés de la vie publique aux méfaits des changements climatiques.

2. Etablir une masse critique de ressources humaines, d’outils et d’approches pour une gestion durable des ressources et écosystèmes naturels.

3. S’adapter aux effets néfastes des changements climatiques en vue de l’amélioration durable des conditions de vie des collectivités territoriales et leurs communautés locales.

Le projet a été mis en œuvre d’avril 2009 à août 2013. Il a fait l’objet d’une prorogation du délai de mise en œuvre à deux reprises, de avril à décembre 2012 et ensuite jusqu’au 31 août 2013. Le projet PANA-BKF-PNUD/DANIDA, était d’un coût de 870 Mille $ US, soit environ 435 Millions de FCFA.

La présente évaluation est envisagée, conformément à la convention de financement entre le PNUD et Danida. Il s’agit d’une évaluation finale conjointe (Gouvernement du Burkina Faso, PNUD et Danemark). Pour se faire, il sera procédé au recrutement d’une équipe de deux consultants (un consultant sénior, chef de mission et un expert associé) pour assurer une évaluation finale indépendante du projet.

Deux résultats essentiels sont attendus de la mise en œuvre du projet :

* Résultat1 – Les acteurs clés pour le développement durable du Burkina Faso sont sensibilisés sur les défis environnementaux ainsi que sur les effets néfastes des changements climatiques.
* Résultats 2 La capacité opérationnelle et managériale des structures (déconcentrées, décentralisées) et des acteurs (communautés de base) impliqués dans la gestion durable des ressources et écosystèmes naturels sont améliorée.

La mise en œuvre du projet a été assurée par la Coordination Nationale des projets du Programme d’Action National d’Adaptation (PANA) à la variabilité et aux changements climatiques du Burkina Faso en synergie avec deux autres projets du PANA.

Il s’agit des projets suivants :

* Renforcement des capacités pour l’adaptation et la réduction de la vulnérabilité aux changements climatiques au Burkina Faso, dénommé PANA-BKF-PNUD/FEM, du Fonds pour l’Environnement Mondial (FEM), financé à hauteur de 2 Millions 900 Mille $ US, soit environ 1 Milliard 450 Millions de FCFA.
* Renforcement des capacités pour une meilleure prise en compte des préoccupations liées aux adaptations aux changements climatiques lors de la préparation et de la mise en œuvre, des plans, programmes et projets de développement (PANA-BKF-PNUD/JAPON), financé par le Gouvernement japonais pour environ 2 Millions 900 Mille $ US, soit 1 Milliard 450 Millions.

En outre, le PNUD est l’agence d’exécution desdits projets.

**2. OBJET DE L'EVALUATION FINALE**

La présente évaluation est une évaluation rétrospective et sommative. Elle a pour principal objectif de formuler une opinion indépendante et motivée sur le financement, la mise en œuvre et les résultats du projet PANA-BKF-PNUD-DANIDA.

Elle doit être conduite de façon à donner un avis argumenté conformément aux critères préconisés par le Comité d’Aide au Développement (CAD) de l’OCDE.

Pour se faire, les consultants doivent prendre en compte de façon équilibrée les différents points de vue légitimes qui peuvent être exprimés et conduire l’évaluation de façon impartiale.

De manière pratique, et en fonction des différents critères d’évaluation, les consultants devront procéder à un échantillonnage représentatif de la diversité du public cible du projet afin de pouvoir recueillir des opinions qui reflètent le plus possible la réalité et la diversité des situations ainsi que l’impacte réelle des actions mise en œuvre dans le cadre du projet.

**3.** **CHAMP D'APPLICATION DE L'ÉVALUATION (Questions évaluatives)**

Le projet «Adaptation aux changements climatiques en vue de l’amélioration de la sécurité humaine du Burkina Faso», PNA-BKF-PNUD-DANIDA devra être évalué selon les critères suivants: la pertinence, l’efficacité, l’efficience, l’impact et la durabilité. L'évaluation finale portera une attention particulière sur ces critères.

Pour chacun de ces critères, des pistes d’évaluation sont préconisées ci-dessous. Il reviendra aux consultants de les préciser et de les compléter. Les consultants devront impérativement fournir un jugement de valeur (appréciation raisonnée) sur chacune des questions d’évaluation soulevées par l’examen des critères. Ce jugement sera fondé sur des données vérifiables. Pour se faire, les consultants veilleront à collecter des données et des informations objectives afin de pouvoir mener une analyse rétrospective selon ces différents critères et formuler une opinion indépendante.

**A) La pertinence du projet.**

Il s’agira d’apprécier d’une part, le bien-fondé de l’action du projet au regard des objectifs et des enjeux déterminés au départ (pertinence du projet à son origine). Dans ce cadre, les consultants examineront de manière systématique la correspondance du projet avec:

* les orientations nationales;
* les besoins et attentes des bénéficiaires finaux.

En somme, les consultants évalueront si les objectifs envisagés par le projet ont répondu aux problèmes ou aux besoins réels identifiés au moment de la conception du projet. Quels sont les faiblesses et points forts globaux au niveau de la conception du projet?

**B) L'efficience du projet**

L’efficience étudie la relation entre les moyens mis en œuvre et leurs coûts, d’une part, et les réalisations financées, d’autre part. Il s’agira ici d’apprécier si les ressources du projet (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.

L’étude apportera une appréciation sur le coût des moyens mis à disposition et des activités mises en œuvre.

**C) L’efficacité du projet :**

Les consultant évalueront dans quelle mesure les résultats du projet contribuent de manière effective à la réalisation des objectifs assignés au projet. Quelles sont les principales difficultés rencontrées ?

Il s’agira d’identifier les problèmes et contraintes, qui ont eu un impact sur la réussite de l'exécution du projet et qui ont été identifiés à l'étape de la conception du projet ou lors du suivi de l’exécution du projet.

Les consultants se référeront, d’une part, aux produits attendus et d’autre part, aux activités prévues qui ont été retenus dans le cadre logique du projet pour analyser les aspects spécifiques suivants :

* L’efficacité et l’efficience des activités du projet
* les progrès dans la réalisation des produits,
* le degré d’atteinte des objectifs du projet (en particulier les objectifs spécifiques),
* les taux de réalisation des différents volets du projet (comparaison entre les réalisations attendues et les réalisations effectives).

**D) L’impact**

L’impact juge les retombées de l’action du projet sur les acteurs concernés, et notamment les bénéficiaires finaux. Les consultants apprécieront ici les effets à moyen et à long terme (ou les perspectives d’effets), positifs et négatifs, primaires et secondaires, qui peuvent être raisonnablement attribués en partie ou en totalité à l’intervention du projets, directement ou non (effets directs et indirects), intentionnellement ou non (effets attendus ou non attendus).

**E) La durabilité des résultats.**

La durabilité des actions du projet est perçue comme la continuation des bénéfices résultant des actions après la fin de l’intervention. Elle est donc assimilée à la probabilité d’obtenir des bénéfices sur le moyen et le long terme et à une situation par laquelle les avantages nets sont susceptibles de résister.

**E) Conclusions, leçons apprises**

Les leçons apprises feront l’objet d’un examen spécifique. La section des leçons apprises vise à saisir les enseignements clés pour évaluer quelles sont les approches et les mesures qui ont été efficaces dans divers domaines. Il s’agit:

* Identifier les principaux enseignements tirés de la mise en œuvre du projet,
* Identifier les approches et mesures efficaces qui ont assuré les succès du projet,
* Identifier les éléments qui ont entravé ou facilité les réussites du projet.

**4. RESULTATS ATTENDUS**

Les consultants devront dans le cadre de la présente mission :

**a) Structurer la démarche évaluative**.

Après avoir exploité la documentation disponible, les consultants produiront une méthodologie détaillée qui sera soumise au Comité Technique de Suivi (CTS) qui sera mis en place dans le cadre de l’évaluation. La méthodologie détaillée de l’évaluation devra décrire l’ensemble des stratégies, des actions et chronologie de l'évaluation.

La méthodologie doit privilégier la prise en compte de façon équilibrée les différents points de vue légitimes qui peuvent être exprimés et permettre la conduite d’une évaluation impartiale qui associe les différentes parties prenantes du projet au processus d’évaluation.

b) **Formuler un rapport d'évaluation**.

Le rapport d'évaluation doit être élaboré en Français.

Une semaine après la fin de la mission, l’équipe de consultants produira un rapport provisoire d'évaluation. Ce rapport ne devrait pas dépasser 30 pages, non compris les annexes. Le rapport devra présenter une analyse critique de la conception, de la mise en œuvre du projet et de ses résultats. Le rapport sera présenté selon le plan proposé.

En outre, le rapport fournira une liste détaillée des leçons apprises en annexe du rapport principal. La section des leçons apprises vise à saisir les enseignements clés pour évaluer quelles sont les approches et les mesures qui ont été efficaces dans divers domaines. Cette préoccupation vise à promouvoir les enseignements du projet, afin que les acquis, soient reproduits et maintenus au-delà de la durée du projet.

**5. PROFIL DES CONSULTANTS**

L’évaluation sera exécutée par une équipe de deux (2) Consultants nationaux dont un Consultant Sénior, chef de mission et un Consultant Associé.

**Un (1) Consultant Sénior, chef de mission**

Le chef de mission, doit avoir des connaissances et une expérience avérée en matière d’évaluation. Il est spécialement exigé qu’il ait:

1. Au moins 10 ans d’expériences dans la conduite ou la gestion des évaluations des projets et programmes de développement.
2. Une expérience approfondie des techniques d’évaluation de projet;
3. De bonnes connaissances sur les questions de changements climatiques,
4. Une familiarité au contexte de développement des pays africains et du Burkina Faso en particulier ;
5. Avoir des compétences analytiques avérées ;
6. Avoir déjà évalué un projet d’adaptation aux changements climatiques serait un atout.
7. Une connaissance du système des Nations Unis et du PNUD en Particulier serait un atout.

**Un (1) Consultant Associé, Expert en Développement rural**

Le Consultant associé doit avoir:

1. Une connaissance des approches d’évaluation participative;
2. Au moins 10 ans d’expérience dans la mise en œuvre des projets de développement local en milieu rural,
3. Des compétences analytiques avérées;
4. De bonnes connaissances en matière de changements climatiques,
5. Avoir déjà évalué un projet d’adaptation aux changements climatiques serait un atout.

**7. Durée de la mission et ARRANGEMENTS DE MISE EN ŒUVRE**

L'évaluation finale sera menée pendant 20 jours de travail effectif.

La méthodologie détaillée de l'évaluation finale sera convenue dans le cadre du processus de finalisation du contrat.

Il sera mis en place dans le cadre de la présente évaluation, un comité technique de suivi (CTS) pour le pilotage du processus de l’évaluation. Le CTS sera composé des représentants des principales parties prenantes à la mise en œuvre du projet. Il aura pour tâche de valider la méthodologie détaillée de la mission, d’examiner les rapports provisoires et de valider les rapports définitifs de la mission.

**ANNEXE : - SCHEMA TYPE DU RAPPORT**

1. Résumé

• Brève description du projet

• Contexte et objectif de l'évaluation

• Les principales conclusions, recommandations

2. Introduction

• But de l'évaluation

• Les questions clés abordées

• Méthodologie de l'évaluation

3. Le projet et son contexte de développement

• Début du projet et sa durée

• Défis que le programme a cherché à répondre

• Objectif et but du projet

• Les parties prenantes principales

• Les résultats attendus

4. Les performances du projet

* Pertinence,
* Efficacité,
* Efficience, I
* Impact,
* Durabilité

1. Leçons apprises
2. Conclusions et recommandations

Annexes

• TDR de l’évaluation,

. Liste des personnes interrogées

• Résumé des visites sur le terrain, y compris les conclusions des évaluateurs, les questions soulevées et des recommandations des différentes parties prenantes

• Liste des documents examinés,

• Questionnaire utilisé et le résumé des résultats si possible.

• Fiche signalétique des leçons apprises.